

Jean-Marie Milleliri

Un souvenir du Rwanda

On a déjà beaucoup écrit sur le génocide rwandais : les 500 000 martyrs d'une Shoah des Grands Lacs, les conséquences de ce drame et ses implications politiques sur une nation entière, la prise de pouvoir du Front Patriotique Rwandais, la fuite des réfugiés dont certains génocidaires vers le Kivu, l'opération Turquoise, les conséquences de ces événements sur l'instabilité régionale, dont la récente guerre zaïroise fut un prolongement.

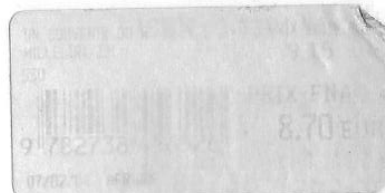
Peu de témoignages directs permettent pourtant de clôturer l'histoire des événements d'avril 1994, faisant suite à la mort du président Juvénal Habyarimana.

Le témoignage de Jean-Marie Milleliri apporte une pierre supplémentaire à cet édifice historique en relatant ses derniers jours passés à Kigali, alors que se mettait en route la machine à tuer rwandaise. Observateur impuissant, bloqué sur place avec d'autres ressortissants français attendant leur évacuation, Jean-Marie Milleliri nous livre un instantané sur cette période. La force de son récit réside dans un regard chargé d'émotions à côtoyer l'insoutenable.

Médecin militaire, issu de l'école du service de santé des armées de Lyon, ayant choisi d'exercer la médecine tropicale en Afrique, Jean-Marie Milleliri travaille plus particulièrement sur les épidémies. Actuellement en poste au Gabon, il est conseiller pour la lutte contre le sida dans ce pays.

Un souvenir du Rwanda

Préface de Bernard Debré



Vers 1 heure 30, la sonnerie du téléphone retentit. Sortant de mon demi-sommeil, je bondis de mon lit et traverse en courant le couloir et le salon espérant que cette sonnerie ne va pas réveiller les enfants qui dorment paisiblement. C'est Michel. Il revient d'un dîner organisé chez un coopérant qui vit avec Michèle, une de mes compatriotes corses de Bastelicaccia. Elle enseigne le sport à l'École Française, et nous avons le projet de créer une amicale des Corses de Kigali. Michel me confirme les nouvelles qui lui paraissent dramatiques, et me dit qu'il va téléphoner à l'Ambassade, en tant que chef d'îlot de sécurité, pour avoir des informations. Il nous les transmettra dans la matinée. Je retourne me rendormir, et suis étonné en regagnant ma chambre de ne pas voir mon fils Charles dans le couloir. Il a le sommeil si léger.

Au matin du 7 avril, nous sommes réveillés vers les 5 heures 15 - 5 heures 30 par la reprise des tirs d'armes automatiques. Le temps de mettre en route le café, et de m'habiller, et je suis chez Paul aux nouvelles. La radio n'a pas cessé d'alterner son émission entre la musique de Mozart et celle d'autres compositeurs classiques. Depuis 6 heures 30, la diffusion musicale est régulièrement entrecoupée d'un flash laconique, enregistré, donnant l'information de la mort du président rwandais et de son homologue burundais.

Nous avons l'ordre de l'Ambassade de ne pas sortir de chez nous. Mais pour les résidents du Village Français, le chez nous de l'Ambassade correspond au village dans son ensemble.

Le Village Français est une résidence qui est située sur la colline de Kiyovu. Elle comprend seize petites maisons toutes construites selon le même modèle. Un salon, salle-à-manger qui donne par une baie vitrée sur un jardin, et trois chambres que distribue un couloir, constituent les pièces principales. Cuisine et cagibi, salle de bains avec baignoire et douche viennent compléter le confort du résident. Ces seize villas s'étalent à flanc de colline en trois niveaux. Ces niveaux sont reliés par un escalier qui court perpendiculaire à la pente. Deux entrées permettent l'accès

au village : au niveau supérieur par une rue en contrebas de celle de l'Ambassade de France, et au niveau inférieur par une rue venant de celle qui passe devant la résidence de l'Ambassadeur de Belgique. Au bas du village, un grand parking permet d'accueillir les véhicules des résidents, alors que celui de l'entrée du haut est plus réduit. Même si parfois nous avons l'impression d'être les uns sur les autres, cette configuration permet aux enfants de trouver là une grande cour de récréation, et aux adultes l'assurance d'une convivialité certaine.

Pour l'instant nous ne nous sentons pas dans l'insécurité : la promiscuité sans doute. Nos grilles et nos gardiens à l'entrée du village nous assurent une relative tranquillité contre les voleurs et autres démarcheurs. De nombreuses réunions de sécurité menées par l'Ambassade de France ont eu lieu, surtout après le départ des militaires français de l'opération Noroît. Cette opération Noroît, présence armée française à Kigali, était chargée depuis l'année 1990 d'assurer la sécurité des ressortissants français en raison de l'offensive du FPR de l'époque.

Chaque résident est ainsi un maillon d'un réseau qui part du chef d'îlot, relié à l'Ambassade par un émetteur récepteur portable. Non, au matin du 7 avril, nous sommes relativement optimistes pour notre sécurité, et puis il y a les soldats de la MINUAR, à forte participation belge. Ce matin nous sommes donc dans le village surtout aux nouvelles de ce qui se passe dehors, près du CND et en ville.

Curieusement, nous avons de l'électricité alors que depuis près de quinze jours elle n'a été qu'intermittente. Le téléphone n'est pas coupé. Un de mes employés, Pascal, un Zaïrois, m'a même appelé de bon matin de la colline de Gikondo où il habite :

« Pour savoir si vous êtes vivants », répond-il lorsque je lui demande l'objet de sa communication.

La télévision fonctionne et l'eau coule toujours de nos robinets. Nous allons aux nouvelles de maison en maison, en demandant toutefois aux enfants de ne pas sortir. Ils ne sont pas mécontents

les enfants ! Pouvoir prolonger leur mercredi de congé scolaire et prendre déjà un avant-goût des vacances de Pâques qui débute vendredi soir est plutôt agréable pour eux, inconscients des drames alentours.

Rapidement, nous apprenons que des massacres ont commencé. Comme ceux qui avaient ensanglanté le Burundi quelques mois plus tôt. Des militaires des Forces Armées Rwandaises (FAR) et de la Garde Présidentielle, dont certains disent qu'ils s'affrontent, seraient en train de mener une recherche active des opposants et des Tutsis pour les éliminer. Ils sont, semble-t-il aidés dans leur tâche sordide par des miliciens qu'ils arment, des « Interahamwe », jeunes adolescents souvent désœuvrés, élevés dans la haine de l'ethnie minoritaire.

Ce matin du 7 avril, une famille rwandaise voisine de notre résidence vient demander asile dans le village. Impossible de refuser devant la peur de ces personnes. Pascal, le chef de village, fait pénétrer toute la famille dans la résidence après avoir prévenu l'Ambassade. La villa n°4 à l'étage supérieur est occupée par un employé du locataire habituel, Philippe, actuellement en France. Cet homme de tâche qui s'appelle Janvier est là avec son épouse et leur bébé en attendant le retour du coopérant français.

« Il se serreront un peu, me dit Pascal, mais au moins ils seront en sécurité. Avec ce qui se passe dehors ! ».

A l'extérieur du village toujours les mêmes bruits de rafales et les mêmes tirs parfois d'armes semblant plus lourdes. Je risque à travers les grilles du bas un regard aux jumelles sur une colline voisine, celle de Gikondo. Au loin, face à notre colline de Kiyovu, face aux maisons qui sont un refuge pour notre communauté, au loin serpente une piste qui monte au sommet de la colline là-bas. D'ici la piste semble goudronnée, fraîchement goudronnée...

Là où il n'y avait encore qu'une bande de terre marron, aujourd'hui « le bitume » est fait de corps. Des corps laissés là à l'injure des éléments après avoir été frappés dans les chairs.

Impuissance. Sentiment révoltant qui oblige à des compromis avec sa conscience. Inaction. Aux jumelles, nous observons des rassemblements qui se forment près d'une bâtisse blanche. Christian, un résident du village me rejoint. Nous essayons de deviner, de comprendre comme des handicapés des sens, quels drames nouveaux se jouent à quelques centaines de mètres de nous. Des hommes rassemblent d'autres hommes. Difficile de distinguer si les uns sont armés et les autres pas. Difficile de savoir s'il s'agit d'un groupement d'agneaux que l'on mène à l'abattoir, ou si les loups se sont regroupés pour fondre sur quelque bergerie voisine. Impuissance même de comprendre ce qui se trame. Plus loin, sur une piste en latérite qui monte parallèlement à la précédente, un véhicule de tourisme, immobile, semble avoir reçu le feu des armes comme en témoigne une portière noircie contrastant avec le blanc de sa peinture. Toujours les mêmes tirs d'armes automatiques, dont certains nous semblent bien proches. J'essaie de prendre une photographie avec mon 300 mm ; en haut de la colline une fumée vient de faire suite au bruit plus sourd d'un mortier. Il est temps de rentrer, ce climat n'est pas si rassurant que cela, d'autant que les tirs semblent aussi se répondre et ne cessent de résonner dans les collines.

Le village est en effervescence. Les hommes passent d'une maison à l'autre pour se renseigner mutuellement sur l'évolution de la situation. Les appels téléphoniques se font plus nombreux. Chacun, essayant d'avoir des nouvelles d'amis et de connaissances, profite de l'occasion pour se renseigner sur le contexte vécu par les uns et les autres. Il semble que les plus violents affrontements aient lieu près du CND, dans le quartier de l'hôtel Méridien, sur la route de Réméra. Mais qui contre qui ?

Tout le monde s'organise dans le village, dont nous espérons tous qu'il ne sera jamais retranché. Pour l'instant, et en prévision d'une situation qui peut durer, nous faisons le tour et l'inventaire de nos provisions. Personnellement, à la maison, nous n'avons pas un

Le directeur de l'école, Alain que je connais par l'intermédiaire de mon épouse institutrice, mais également par les tournois de bridge qu'il anime, me charge d'aller récupérer des véhicules au Village Français que nous avons quitté tôt dans la matinée. Pour leurs déplacements d'appui, les soldats d'Amaryllis ont la nécessité de véhicules légers tout terrain, et nous en avons effectivement laissés au pied de nos maisons. Nous repartons donc à plusieurs vers la rue de l'Akanyaru. Les grilles du village sont closes. A l'approche des deux véhicules qui nous déposent devant elles, les gardiens étonnés de nous voir revenir — pour nous avoir quittés avec des « adieu », et des « faites attention à vous » —, nous ouvrent rapidement. Il ne faut pas cinq minutes pour que la répartition des conducteurs soit réalisée, et que le convoi nouvellement formé s'en retourne vers l'école française. Là, d'autres militaires prennent les véhicules en compte, jaugeant avec des yeux de maguignon l'opérationnalité de ces véhicules civils.

Et puis, il faut également penser aux expatriés isolés dans les quartiers de Kigali. Connaissant la ville, je vais avec les militaires des Commandements des Opérations Spéciales à la recherche de ces ressortissants, dont nous sommes sans nouvelles. J'emporte avec moi ma trousse d'urgence, au cas où...

Au passage à l'Ambassade où le groupe que j'accompagne va prendre ses ordres, je comprends mieux le regard porté il y a quelques instants sur les carrosseries des automobiles que nous avons récupérées : un atelier « d'habilitation » a été installé. Les portes des véhicules sont enlevées, des toits sont découpés donnant aux engins des allures à la Mad Max.

La traversée des rues de la capitale rwandaise offre partout le même spectacle de désolation : alignés selon une macabre organisation destinée à faciliter leur ramassage par les camions jaunes de la voirie, des corps par dizaines jonchent les trottoirs. Les prisonniers rwandais de droit commun ont été requis pour

assurer ce travail. Leurs costumes carcéraux d'un rose bonbon dénotent dans le paysage et l'ambiance générale.

Nous redescendons par l'avenue Paul VI vers l'église de la Sainte Famille où des religieux doivent être pris en charge. Dès notre arrivée, un peu avant le chemin qui mène à la bâtisse, les véhicules s'arrêtent et les binômes opérationnels de protection prennent les positions convenues lors de la préparation de cette mission. Les deux ou trois ecclésiastiques qui rejoignent nos véhicules en se pressant semblent rassurés par la protection que leur offre un tel déploiement. Nous les conduisons aussitôt au lieu de rassemblement, où d'autres convois sont encore arrivés de la ville. Puis nous repartons, car le directeur de l'école a signalé un jeune VSN isolé dans le quartier du marché de Kigali. En nous y rendant, par la rue du lac Ihema, d'autres corps abandonnés et livrés aux chiens assaillent nos regards et nos cœurs. Les magasins du centre ville ont été pillés, comme en témoigne la grille arrachée de l'un d'eux et les multiples cartons d'emballage de chaussures de sport éparpillés sur le trottoir. Derrière le magasin Manumetal, nous trouvons notre jeune ressortissant accompagné de sa fiancée africaine. Leurs traits tirés portent les stigmates des peurs qu'ils ont dû traverser dans un quartier particulièrement mis en coupe réglée par les soldats rwandais et surtout les milices. Ces dernières tiennent les barrages, mais elles nous laissent facilement les franchir, relevant avant notre arrivée les troncs qui obstruent la chaussée. Des « Arma Faranga » nous sont parfois lancés avec des cris qui se voudraient de joie. Mais celle-ci, nous ne la partageons pas.

En travers du carrefour du boulevard de l'OUA, au bas de l'école française, un camion aux tôles déchiquetées a été abandonné. En allant vers le quartier de Kicukiro à la recherche d'une famille de ressortissants, nous croisons des groupes armés de machettes, et parfois d'objets hétéroclites, marteaux, bâtons, briques, dans une dérision terrifiante et surréaliste. Au détour d'un virage, un militaire rwandais, une arme automatique à la main nous fait un grand bonjour agrémenté d'un sourire de circonstance. A ces

trée de l'établissement. Font-ils le tri des consultants en fonction de leur appartenance ethnique, comme l'ont laissé entendre quelques uns lors de nos discussions à l'école française ? Je n'ai pas le temps de m'en apercevoir. Mais de nombreuses personnes attendent devant la barrière du poste de garde. Un Père avec qui j'ai partagé un repas chez des amis communs me dit que les services d'urgence sont débordés, et qu'en ce lundi 11 avril plus de 1000 cadavres ont été déposés dans la cour près de la morgue. L'odeur qui se dégage près du bâtiment de médecine générale où je me rends, est là pour attester de la véracité des faits. Devant cet afflux massif de corps, le préfet de la ville a lancé un appel radiodiffusé en kinyarwanda pour demander que les morts soient déposés dans la rue dans le but d'un ramassage organisé. C'est la raison du ballet des camions jaunes aux hommes en rose que nous apercevons à chacun de nos déplacements dans les rues.

Avant de repartir vers notre prochaine destination, j'aperçois dans le jardin attenant au centre hospitalier, les quelques tentes du Comité International de la Croix Rouge. Elles paraissent insignifiantes pour l'ampleur des besoins. La délégation néanmoins reste courageusement ici, allant jusqu'au bout de la mission de secours et d'assistance qui est inscrite dans sa charte.

Nous repartons par le quartier de Bilyogo vers le Stade Régional sur l'avenue de Nyabarongo. Nos véhicules qui filent écartent quelques rwandais, qui ont tous un objet à la main. Devant nous quelques barrages s'ouvrent sans problème. Sur le bord de la chaussée, toujours les mêmes alignements de corps. Nous devons aller près du Sun-City Hôtel, où une famille a été signalée comme isolée. La maison repérée, nous nous arrêtons sur le bas-côté, les véhicules encadrant les grilles en tôle de la concession. Un militaire protégé par d'autres en position va à la porte demander l'identité des occupants. Les reconnaissances effectuées, en hâte, deux femmes africaines et deux enfants rejoignent les véhicules qui repartent aussitôt.

Nous allons maintenant vers le quartier de Nyamirambo où se trouve un Français qui dirige une maison d'accueil pour des orphelins et notamment ceux qui ont perdu leurs parents emportés par le SIDA. Je connais assez bien, Marc, ce Français, pour travailler avec lui sur cette activité d'appui aux enfants dont les parents ont été décimés par ce fléau. La première fois qu'il est venu rendre visite à l'équipe médicale du Projet à la SORAS, j'ai été frappé par son regard profond qui fouille les âmes. Avec son visage émacié sur une longue barbe de missionnaire, certains dans la capitale rwandaise lui prêtent des surnoms de prophète. Beaucoup par raillerie plus que par respect. Je dois avouer que nous l'avons accueilli avec méfiance en dépit de notre sympathie naturelle pour tout compatriote en situation d'expatriation volontaire. Mais, c'est vrai qu'il était au Rwanda depuis peu de temps pour essayer de créer un centre en faveur des enfants, et que sans réelle programmation budgétaire propre, il venait déjà demander un soutien financier. Pas franchement dans l'esprit d'une médecine de santé publique soucieuse de prévoir tous les volets d'une action élaborée. Et puis, au fil des rencontres, des visites dans la concession où il accueillait quelques enfants récupérés à l'hôpital, car sans famille, notre équipe lui a fait confiance. D'autant que dans le cadre du projet de la Mission de Coopération figurait un volet d'appui à l'accueil des enfants victimes du SIDA.

Avec un Père de Caritas, nous avons pu homogénéiser les critères de prise en charge pour qu'à terme, des mamans volontaires puissent recréer des familles éclatées par la maladie. Le pédiatre de l'Ambassade, mon ami Jean-Luc devait même assurer le suivi spécialisé des enfants réunis dans la concession.

Maintenant, la maison en bordure de route est pavoisée de draps blancs sur lesquels sont inscrits « Orphelins - Home d'Enfants », comme une protection dérisoire et symbolique à la folie qui s'est étendue telle une tache d'huile sur la ville. Marc sort de la maison, au bruit des véhicules qui approchent. Une poignée d'enfants paradoxalement souriants, compte tenu de la situation,